

L'UDC soutient une agriculture productrice et consciente de ses responsabilités

L'UDC reconnaît la **responsabilité de l'agriculture** pour assurer nos conditions d'existence.

Nous soutenons activement les efforts consentis pour **la préservation de nos terres pour les générations futures**.

Nous défendons également **la sécurité de l'approvisionnement de la population, la préservation des terres agricoles et l'occupation décentralisée du territoire**.

(Constitution, art. 104)



C'est pourquoi l'UDC soutient la proposition du Conseil fédéral de diminuer l'utilisation de pesticides.

Cette réduction est une réponse aux initiatives sur l'eau potable et les pesticides, que l'UDC et le monde agricole refusent.

Cette diminution doit être accompagnée d'une stratégie de communication de la Confédération pour renforcer la confiance de la population.

« **L'UDC soutient l'ancrage dans la loi d'une réduction de l'usage des pesticides, dont les objectifs sont quantifiés.** Tous les utilisateurs de pesticides doivent être inclus dans cette démarche. Il faut refuser une focalisation sur la seule agriculture. Le Conseil fédéral doit s'assurer dès le début que toutes les organisations professionnelles concernées agissent de manière ciblée dans cette stratégie de réduction et que la charge ne repose pas uniquement sur quelques organisations. »

Source : [Vernehmlassungsantwort der SVP vom 15. Mai 2020](#) (Réponse à la consultation de l'UDC du 15 mai 2020)



Pourquoi l'UDC refuse-t-elle les deux initiatives?

L'initiative sur l'eau potable augmente la pollution

Dans la pratique, l'initiative sur l'eau potable empêcherait les paiements directs pour certaines exploitations. Les paiements directs ne seront proposés qu'aux seules exploitations qui n'emploient **aucun pesticide** (aucun !) et qui n'utilisent que le **fourrage produit dans leur exploitation**.

C'est pourquoi la Confédération affirme **qu'en cas d'acceptation de l'initiative, la pollution globale augmenterait**, car il faudrait augmenter les importations de denrées alimentaires étrangères.

L'initiative sur les pesticides multipliera les mauvaises récoltes

L'initiative veut interdire les pesticides de synthèse dans l'agriculture, la transformation de produits agricoles, l'entretien du territoire et l'importation de produits alimentaires. En plus de porter atteinte à la sécurité alimentaire, une interdiction générale des pesticides entraînerait d'énormes fluctuations sur les récoltes.

Il y a déjà un consensus pour la diminution des risques

La réduction proposée par la Confédération avec une diminution de l'usage de pesticides de 50% d'ici 2027 prend en compte les demandes des initiants. Tout cela est mis en œuvre avec la politique agricole 2022+.

Comment protéger au mieux nos zones agricoles et notre nature?

Si nous voulons réellement protéger notre nature, nous devons limiter l'immigration.

50'000 migrants qui viennent chaque année depuis 2007 en provenance de l'UE, cela représente annuellement: 2'941 stades de foot (norme FIFA), soit 21'000'000m² de zone bétonnée prise sur des terres agricoles, 22'700 logements, 567 millions de kilomètres conduits sur les routes en voiture privée, soit 1,5 millions de fois le trajet Genève-Romanshorn, etc.

Le million de migrants venus en Suisse depuis 2007 a nécessité l'acquisition de 803 nouveaux bus et trams!

L'immigration peut entraîner une destruction et provoquer l'étalement urbain et la pollution de l'environnement.

Nous devons nous comporter de manière raisonnable avec notre environnement.

Nous n'avons qu'une patrie!

Pour cette raison, il est indispensable de voter OUI le 27 septembre à l'initiative de limitation !



Questions à :
Andrea Sommer
sommer@svp.ch